

Questions orales

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, les organismes d'application de la loi sont outrés de voir que l'on songe à accorder une libération conditionnelle anticipée à des membres d'organisations criminelles qui purgent présentement des peines pour toute sorte de crimes qui étaient naguère punissables de mort. Ces individus particulièrement dangereux auront droit à une libération conditionnelle anticipée pour raison de bonne conduite, même avant d'avoir purgé les deux tiers de leur peine. Cette situation est tout à fait absurde.

Ainsi, un individu qui purge présentement une peine de 15 années de prison en tant qu'incendiaire et pour attaques à la bombe a également ourdi un meurtre alors qu'il se trouvait encore en prison. Il a dû purger une peine supplémentaire de 12 années de prison, et il est maintenant admissible à une libération conditionnelle anticipée pour raison de bonne conduite.

De toute évidence, le gouvernement devrait donner à la Commission des libérations conditionnelles de nouvelles directives pour s'occuper de ces princes du crime organisé. Nous devons doter nos organismes d'application de la loi de moyens efficaces pour protéger la société contre cette lie.

Il faudrait que justice soit rendue réellement, et non seulement en apparence, et que tous ceux qui commettent des crimes purgent leur peine jusqu'au bout.

* * *

LE PROGRAMME SPÉCIAL D'AIDE AUX PRODUCTEURS DE GRAINS DU CANADA

LE RETARD À PAYER LES AGRICULTEURS DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, le Programme spécial d'aide aux producteurs de grains du Canada a été mis en oeuvre par le ministère de l'Agriculture pour dédommager les agriculteurs canadiens des pertes subies par suite de l'entrée en vigueur de la loi agricole américaine. Les agriculteurs attendaient impatiemment les chèques devant les dédommager des grosses pertes de revenus qu'ils avaient subies.

Certains agriculteurs ont eu de bonnes nouvelles, notamment les agriculteurs des Prairies qui ont été dédommagés en février. Je suis très content qu'ils aient réussi à toucher leur argent. Toutefois, les producteurs de maïs du Québec et de l'Ontario ne seront pas payés avant la fin d'avril. Cet état de choses est tout à fait intolérable.

Les producteurs dans ma circonscription, en Ontario, se trouveront à subir d'autres pertes, en ce qu'ils ne pourront pas bénéficier des rabais à l'achat de produits généralement offerts sur le marché en mars. Dans certaines régions, les producteurs devront faire des paiements supplémentaires sur leurs prêts dont le remboursement est en souffrance à cause de ce retard.

• (1415)

J'exhorte le ministre de l'Agriculture (M. Wise) à intervenir pour faire accélérer des paiements destinés aux producteurs céréaliers de l'Ontario. Ces agriculteurs ont déjà suffisamment souffert sous ce régime conservateur.

[Français]

L'AGENCE SPATIALE

LA CAPITALE, C'EST SPATIAL!

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Le 23 mars, les médias rapportaient que 160 ingénieurs hautement spécialisés travailleront très bientôt à Ottawa pour l'Agence spatiale canadienne. Le président du Conseil national de recherches a confirmé que 70 spécialistes travaillent déjà au projet de la station orbitale au sein de cet organisme et que ce nombre serait bientôt porté à 120.

Il serait honteux, mauvais et abusif de laisser ces gens s'installer dans la région de la Capitale nationale et que, ensuite, pour satisfaire à quelque ordre du jour électoraliste tory, on les force à déménager avec leur famille, que ce soit à Montréal ou ailleurs.

Le gouvernement se doit de prendre son courage à deux mains et confirmer une fois pour toutes que l'Agence spatiale sera dans la Capitale nationale. Je le dis tout haut: Le gouvernement est en train de l'instaurer petit à petit. La région de la Capitale nationale, c'est spatial, mais c'est aussi spécial.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES IMPORTATIONS D'OEUF À COUVER ET DE POULETS À GRILLER

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, l'idée d'asphyxier des petits poulets vieux d'une journée ne sourit à personne. Ce qui n'est pas gentil non plus, c'est le surplus énorme d'oeufs à couvrir et de poulets américains qui vient prendre la place de notre production nationale.

Il y a six ans, ces importations comblaient 12 p. 100 de nos besoins. Elles en combleront 24 p. 100 cette année. Cela nuit à l'industrie canadienne du poulet d'une valeur de 2,5 milliards de dollars, dont notre secteur de 100 millions de dollars d'accoupage de poulets à griller.

Un organisme national a été créé en novembre 1986, mais les producteurs n'ont pas réussi à convaincre le gouvernement de la nécessité de restreindre les importations pour faciliter la gestion de l'approvisionnement.

J'exhorte le ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney) d'inscrire les oeufs à couvrir et les poulets à griller sur la liste des importations contrôlées afin d'éviter que ce jeune secteur industriel canadien ne subisse un tort encore plus grave.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES LANGUES OFFICIELLES

LE RAPPORT ANNUEL DU COMMISSAIRE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. La Loi sur les langues officielles autorise le commissaire aux langues officielles à commenter la situation